

INSTRUCTION N° 78-184-T-35
du 28 décembre 1978

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

SOCIÉTÉS DE COURSES DE CHEVAUX

PARI-MUTUEL

PRÉLÈVEMENT SUPPLÉMENTAIRE PROGRESSIF SUR LES MISES GAGNANTES

ANALYSE

Nouveau barème des prélèvements

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 51-272-D du 16 mai 1975

L'article 43 de la loi de finances pour 1979 (annexe n° 1), modifie l'article unique de la loi n° 57-837 du 26 juillet 1957 en substituant aux deux prélèvements sur les gains procurés par les paris sur les courses de chevaux, un seul prélèvement progressif applicable à tous les gains dépassant dix fois la mise, quelle que soit la forme du pari.

Les modalités d'assiette de ce prélèvement supplémentaire progressif sont fixés par un décret auquel est annexé le barème des taux dudit prélèvement (annexes n°s 2 et 3).

Ce barème comprend deux séries de taux applicables aux gains en fonction de la périodicité des paris : à cet effet, les paris ont été répartis en deux groupes par un arrêté du ministre du Budget et du ministre de l'Agriculture (annexe n° 4).

Comme par le passé le prélèvement supplémentaire progressif est calculé à l'issue des opérations de répartition du pari mutuel, lorsqu'a été déterminé, après déduction du montant des prélèvements sur les sommes engagées, le montant de la somme à répartir sur les chevaux gagnants, et la cote de chacun de ces chevaux. C'est à cette cote que s'applique le prélèvement supplémentaire progressif.

DIFFUSION

GT

109

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	P
-----	-----	-----	----	---

INSTRUCTION N° 78-184 - T-35
du 28 décembre 1978

— 2 —

Conformément au décret, le montant du prélèvement applicable au rapport unitaire est arrondi à la dizaine de centimes inférieure. Le rapport net revenant aux parieurs après exercice du prélèvement ne pourra, dans chaque tranche, être inférieur au rapport net le plus élevé de la tranche précédente. Cette disposition pourra toutefois ne pas s'appliquer exactement pour le calcul des prélèvements sur le rapport immédiatement supérieur à 10 F.

Le montant de ce prélèvement est versé à la caisse du receveur général des Finances de Paris, ou du trésorier-payeur général du département, qui l'impute à la ligne « Prélèvement sur le pari mutuel et prélèvement sur les recettes des sociétés » du compte 901-530 « Produit divers du Budget » par application de l'article 16, II, de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 qui a modifié la loi du 26 juillet 1957.

Les dispositions de la présente instruction entreront en vigueur pour le calcul du prélèvement sur les gains procurés par les paris engagés sur les courses organisées en 1979, le lendemain de la publication du décret au *Journal officiel* de la République française.

Pour le directeur de la Comptabilité publique et par délégation :

Le chef de service,

Pierre BONNAFY.

EXTRAIT DE LA LOI DE FINANCES POUR 1979

Article 43. — Les deuxième et troisième alinéas de l'article unique de la loi n° 57-637 du 26 juillet 1957 sont modifiés comme suit :

« Le prélèvement supplémentaire progressif ainsi institué est applicable à toutes les formes de paris. Il est effectué à l'issue des opérations de répartition sur les seuls rapports dépassant dix fois la mise. Son taux, par rapport aux sommes engagées, ne peut excéder 16 % et les taux cumulés des prélèvements existants et de ce prélèvement progressif ne peuvent dépasser 30 % des sommes engagées.

« Ce prélèvement supplémentaire progressif peut faire l'objet, selon les catégories des paris, de barèmes différenciés qui seront fixés par décret contresigné par le ministre du Budget et le ministre de l'Agriculture. »

à l'Instruction n° 78-184 - T-35

du 28 décembre 1978

MINISTÈRE DU BUDGET

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

PROJET DE DÉCRET

relatif au barème du prélèvement supplémentaire progressif sur les gains réalisés au Pari mutuel

Sur le rapport du ministre du Budget et du ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, modifiée par l'article 186 de la loi de finances du 16 avril 1930;

Vu l'article de la loi n° du modifiant l'article unique de la loi n° 57-837 du 26 juillet 1957.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application du prélèvement supplémentaire progressif sur les gains réalisés au Pari mutuel sur les hippodromes et hors des hippodromes, les différents modes de paris font l'objet d'un classement en deux groupes selon la fréquence des occasions de jeux.

ART. 2. — Le classement, à l'intérieur de chaque groupe, des différents modes de paris susceptibles d'être engagés au Pari mutuel est fixé par arrêté conjoint du ministre du Budget et du ministre de l'Agriculture.

ART. 3. — Le prélèvement supplémentaire progressif sur les gains est calculé, en fonction du rapport unitaire, lorsqu'il excède dix fois la mise, conformément au barème annexé au présent décret.

ART. 4. — Le prélèvement supplémentaire progressif est calculé à l'issue des opérations de répartition, c'est-à-dire après déduction des prélèvements proportionnels sur les sommes engagées, sur la base du rapport unitaire et en fonction du montant de ce rapport. Le montant du prélèvement est arrondi à la dizaine de centimes inférieure. Le rapport net revenant aux parieurs après exercice du prélèvement ne pourra, dans chaque tranche, être inférieur au rapport net le plus élevé de la tranche précédente.

ART. 5. — Les dispositions des décrets n° 60-227 du 12 mars 1960 et n° 67-41 du 12 janvier 1967 sont abrogées.

ART. 6. — Le ministre du Budget et le ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le

Par le Premier ministre :

Le ministre du Budget,

Le ministre de l'Agriculture,

BARÈME DU PRÉLÈVEMENT SUPPLÉMENTAIRE PROGRESSIF SUR LES GAINS

RAPPORT UNITAIRE à l'issue des opérations de répartition pour une mise de 1 F	TAUX EN POURCENTAGE DU PRÉLÈVEMENT	
	Paris du groupe I	Paris du groupe II
Rapport compris entre :		
— 10,10 et 12 F	4,40	5,80
— 12,10 et 15 F	5,20	5,80
— 15,10 et 20 F	5,80	5,80
— 20,10 et 25 F	6,00	7,50
— 25,10 et 30 F	6,40	7,50
— 30,10 et 40 F	6,80	9,50
— 40,10 et 50 F	7,30	11,00
— 50,10 et 60 F	7,90	12,50
— 60,10 et 80 F	8,40	14,00
— 80,10 et 100 F	9,30	16,30
— 100,10 et 120 F	10,50	16,30
— 120,10 et 140 F	11,60	17,80
— 140,10 et 160 F	13,60	17,80
— 160,10 et 200 F	15,60	19,00
— 200,00 et 250 F	18,20	19,55
Au-delà de 250 F	19,55	19,55

à l'Instruction n° 78-184 - T-35
du 28 décembre 1978

MINISTÈRE DU BUDGET

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

PROJET D'ARRÊTÉ
relatif au classement de paris susceptibles d'être engagés au Pari mutuel

LE MINISTRE DU BUDGET,

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le décret n° du relatif au barème du prélèvement supplémentaire progressif sur les gains réalisés au Pari mutuel et notamment son article 2,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. — Les différents types de paris susceptibles d'être engagés au Pari mutuel sur les hippodromes et hors des hippodromes sont classés comme suit :

Paris du groupe I :

- paris simples « Gagnants » et « Placés »;
- paris « Jumelés »;
- paris « Couplés gagnants » et « Couplés placés »;
- paris « Triplés » engagés sur les hippodromes.

Paris du groupe II :

- paris « Tiercés » et « Quartés » organisés sur le plan national par le Pari mutuel urbain;
- paris dits « Trio » ou « Triplet », avec et/ou sans ordre d'arrivée stipulé, organisés sur le plan régional.

ART. 2. — Le directeur de la Comptabilité publique et le chef du service des Haras et de l'Équitation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le .

Le ministre du Budget,

Le ministre de l'Agriculture,